

POLITIQUE MIGRATOIRE EN HAUT DE L'AFFICHE DE LA CAMPAGNE DU 2^e TOUR

Le score de Le Pen est passé par là

Comme si l'immigration était la cause de tous les échecs enregistrés ces dernières années au plan économique et social, dans cet entre-deux tours de la présidentielle qui devrait amener les citoyens français à opter pour l'un ou l'autre des deux finalistes (François Hollande 28,63% des suffrages exprimés et Nicolas Sarkozy 27,18%) le 6 mai prochain, la droite qui, jusque-là, ne faisait déjà pas dans la dentelle dans son traitement de l'immigration depuis l'accession de Sarkozy au pouvoir, est allée encore plus loin dans le durcissement de cette politique.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Le score de Marine Le Pen est passé par là et Nicolas Sarkozy, n'ayant pas d'autres réserves que celles du FN et une partie peut-être des centristes du Modem, ne se gêne pas d'aller parfois plus loin encore que les thèses du FN dans ce domaine. Mais au fond, que préconise pour l'immigration chacun des deux candidats ?

Travestir la réalité des choses et jouer sur les peurs n'a jamais posé de problème de conscience au candidat sortant, qui, dès l'annonce des scores du 1^{er} tour, s'est lancé dans l'exercice. Celui-ci consiste à déformer, jusqu'à la caricature, les propositions de son adversaire quant à la politique migratoire.

Toutefois, devant le tollé qu'a fait naître la peur savamment entretenue par le candidat sortant, François Hollande, il faut bien le dire, a dû reculer au moins sur le vote qu'il voulait accorder aux étrangers pour les élections locales et dont il veut maintenant différer l'application à 2013.

Sur l'immigration légale

Nicolas Sarkozy veut diviser l'immigration légale par deux, pour passer de 200 000 entrées par an à 100 000 sur 5 ans. Dans ses dernières propositions de l'entre-deux tours, il a même baissé ce chiffre à 800 000. «Nous ne pouvons plus nous permettre de faire entrer en France des gens qui viennent uniquement y chercher des prestations sociales.»

Notable changement pour celui qui prônait en ses débuts de mandat «une immigration choisie» et aucun complexe lorsqu'il assimile gaiement ceux qui voudraient immigrer à des fraudeurs potentiels. Pour se donner les moyens de réduction du flux

migratoire, N. Sarkozy propose même de réformer les accords Schengen ou l'espace de libre circulation européen «pour maîtriser les flux migratoires» et, menace-t-il, «si dans un an, la situation n'est pas réglée, la France rétablira des contrôles ciblés à ses frontières».

Sur ce point particulier de nombre d'immigrés à accueillir, F. Hollande ne chiffre pas d'objectif. Celui-ci sera fixé annuellement lors d'un débat parlementaire qui examinera le nombre d'immigrés professionnels et le nombre d'étudiants étrangers qu'il faut encourager à venir étudier en France.

Gestion concertée des flux migratoires

François Hollande a, en toutes occasions, dénoncé les accords de gestion concertée des flux migratoires mis en place par Sarkozy et passés avec certains pays du Sud et qu'il a même tenté, d'ailleurs sans résultat, de négocier avec l'Algérie.

Ces accords qui conditionnent l'aide au développement à la réadmission d'étrangers en situation irrégulière sont, déclare Hollande, «contestables dans leur principe et inefficaces en pratique».

Pour le candidat socialiste, l'aide au développement ne peut souffrir de cette condition étant d'ailleurs inscrite comme engagement de la France au niveau européen et international.

Aussi, dit-il, «la lutte contre l'immigration clandestine passe par une politique de confiance réciproque».

Les relations avec les pays d'origine doivent plus globalement être réfléchies, équilibrées et utiles aux deux parties». Aussi, il



François Hollande et Nicolas Sarkozy.

propose l'annulation de l'arsenal des accords de gestion concertée des flux migratoires mis en place par la droite.

Régularisation des sans-papiers

Le candidat sortant envisage la poursuite de la politique consistant à fixer annuellement le nombre de reconduites à la frontière.

Alors qu'en début de campagne, Sarkozy évoquait la régularisation au cas par cas, sitôt que son adversaire a inscrit cette approche dans son programme, il occulte totalement ce volet. Sarkozy a, par ailleurs, inscrit dans son programme un référendum pour instaurer un juge unique des expulsions, issu de l'administration, et ce, pour réduire le pouvoir du juge des libertés et de la détention.

Quant au candidat PS, il déclare clairement qu'il veut «trouver un langage de raison». S'il est élu, il proposera une politique migratoire fondée «sur des règles claires, stables et justes». Clarté et justice, par opposition à la multitude de lois sur l'immigra-

tion qui ont jalonné le règne de Sarkozy au cours duquel, selon les préfectures, ces règles émises trouvent des interprétations différentes. Ce qu'il appelle, toutefois, le langage de raison se situe dans les précisions qu'il apporte quant au traitement de l'immigration irrégulière : «Autant je serai ferme dans la lutte contre l'immigration irrégulière, en particulier les filières clandestines, qui fragilisent les hommes et les femmes qui en sont victimes, autant je serai clair et constant dans la sécurisation de l'immigration légale.»

Prestations sociales pour les immigrés réguliers

Poursuivant sa logique de séduction des électeurs de l'extrême droite, Nicolas Sarkozy, qui annonce «nous ne pouvons plus nous permettre de faire entrer en France des gens qui viennent uniquement y chercher des prestations sociales», durcit encore plus qu'il ne l'a fait jusque-là les conditions d'accès aux prestations sociales.

Ainsi le revenu de solidarité active (RSA) et le minimum

vieillesse seront réservés aux résidents justifiant de 10 ans de présence en France et de 5 ans de travail ininterrompu.

Le candidat socialiste n'envisage pas, tout au moins dans son programme, de traitement différencié pour les prestations sociales, selon que l'on soit travailleur français ou étranger.

Vote des étrangers devenu l'épouvantail de la droite

Il fallait trouver un sujet qui puisse faire oublier le bilan catastrophique du candidat sortant, et ce dernier n'a pas trouvé mieux que le vote pour les étrangers non communautaires aux élections locales.

Alors qu'à de multiples occasions et encore lors de sa campagne de 2007, Nicolas Sarkozy se positionnait pour le vote des étrangers aux élections locales s'il était élu, vote du FN oblige, le candidat sortant non seulement n'est plus favorable à ce vote, mais travestit la proposition de Hollande sur le sujet en évoquant les futurs maires étrangers qui géreront les communes avec les socialistes au pouvoir ou autres disparitions de la notion de citoyenneté française.

Et justement pour rétablir la vérité, en quoi consiste la proposition du candidat socialiste ? «S'agissant du droit de vote pour les étrangers non communautaires, j'ai déjà eu l'occasion de m'engager clairement en faveur de ce droit. Je souhaite retenir les mêmes règles que pour les résidents européens.»

Les étrangers résidant en France depuis 5 ans auront le droit de voter et d'éligibilité, hors maires et adjoints, aux élections municipales. C'est un engagement de longue date qui n'a pu être mis en œuvre, et sur lequel je m'engage avec conviction.»

Depuis la fin du 1^{er} tour et toutes les forces qu'a mises Sarkozy contre cette mesure qui est «des plus dangereuses», dit-il, et qui mettrait en péril la France, Hollande a été contraint à un recul temporel sur ce point, notamment en repoussant à 2013 l'application de cette mesure, initialement prévue pour 2012.

K. B.-A.

PUBLICITÉ

AVIS
DE RECRUTEMENT

Société algérienne nouvellement créée
recherche pour ses activités en Algérie

Ingénieurs en Petroleum engineering

avec de solides bases en thermodynamiques des fluides
ou **ingénieurs maîtrisant les logiciels**

PETEX (IPM Suite).

Conditions de travail et de formations favorables.

Prière envoyer CV au fax : 021 69 31 07

LETTRE OUVERTE À SON EXCELLENCE
M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Votre Excellence,

Si nous nous adressons à votre honorable autorité, c'est que toutes nos démarches et nos doléances sont restées lettre morte. Nous sommes des milliers de citoyens propriétaires de fusils de chasse à avoir remis nos armes aux services de sécurité de la wilaya de Tizi Ouzou en 1993. Près de vingt ans plus tard et en dépit de l'amélioration des conditions sécuritaires et la levée de l'état d'urgence, les autorités de la wilaya ne cessent de nous promettre la restitution de nos armes, en vain.

Votre Excellence, le fusil de chasse est tout un symbole pour les pères de famille que nous sommes et sa restitution est aujourd'hui une légitime requête. Nous vous prions, Votre Excellence, de bien vouloir diligenter l'étude de notre cas et nous rétablir dans nos droits.

Salutations fraternelles.

P/les propriétaires des fusils de chasse.